

HAÏTI - Les États-Unis soutiennent à l'ONU le projet d'une intervention dans le pays

Mercedes Gallego

mardi 3 janvier 2023, mis en ligne par [Françoise Couëdel](#)

18 octobre 2022 - *Le Conseil de Sécurité étudie le déploiement d'une force d'intervention rapide.*

En Haïti, la terrible plongée dans la violence et le chaos ont conduit le Gouvernement à une demande, impensable il y a cinq ans, alors qu'il avait demandé le retrait des casques bleus de l'ONU qui avaient apporté le choléra. Maintenant non seulement il implore le retour des Nations Unies mais une intervention militaire afin que celle-ci rétablisse l'ordre. Dans un pays où 60% de la capitale est aux mains des bandes armées, qui mettent en échec l'Exécutif et prennent en otage les installations énergétiques, il ne reste plus qu'à faire appel aux pays les plus puissants.

« Nous souhaitons que nos voisins, comme les États-Unis et le Canada, prennent le commandement et agissent rapidement », a demandé la semaine dernière l'Ambassadeur de Haïti à Washington, Bocchit Edmon. Ses désirs se sont réalisés ce lundi quand la Maison blanche a appuyé au Conseil de sécurité une intervention militaire qui aille au-delà de la force d'action rapide qu'a proposée le secrétaire de l'ONU, António Guterres, pour lutter contre l'explosion de la colère et la faim.

Il est urgent de rendre le contrôle du pays aux mains du gouvernement avec la collaboration de la communauté internationale. Il est urgent de mettre fin au carnage des bandes violentes qui, selon Helen La Lime, haute représentante de l'ONU en Haïti, ont conduit à des violations des Droits humains et aux viols d'enfants et de vieillards à des degrés « alarmants ».

Viols d'enfants et de vieillards

Des fillettes et des garçons de 10 ans à peine et des vieilles femmes de plus de 70 ans sont les victimes de ces bandes, qui ont commencé leurs exactions dans les bidonvilles de Cité soleil et qui contrôlent maintenant les bas quartiers de Port au Prince. Ceux qui leur échappent le choléra les emporte qui, en un peu plus de deux semaines depuis que le premier cas a été signalé, s'étend comme une traînée de poudre.

Il est urgent de freiner la contagion, mais aussi de rétablir un minimum de sécurité qui permette aux médecins et aux organisations humanitaires de travailler. Tout cela a été débattu, à huis clos, au sein de la plus haute instance de l'ONU, dont les ambassadeurs savent qu'il n'y a pas de temps à perdre.

Depuis que le 16 septembre dernier le Gouvernement d'Ariel Henry a annoncé qu'il supprimait les subventions aux combustibles, les manifestations violentes ont été quotidiennes. Les gangs de rue ont profité de ce malaise pour se renforcer et bloquer l'approvisionnement en combustible par une réquisition contre la levée de laquelle ils vont jusqu'à demander des sièges ministériels au sein du Gouvernement.

La situation ne peut pas être plus critique, ni plus urgente. « La détérioration dramatique des conditions de sécurité a paralysé le pays », a déclaré la semaine dernière le secrétaire général dans un rapport présenté au plus haut organe de l'ONU. « Les bandes criminelles ont pris le contrôle des installations stratégiques vitales, y compris le port international de Port au Prince et le terminal de combustible Vaerrux, le plus important du pays ».

Avec pratiquement la paralysie des services critiques, comme la distribution de l'eau, le nettoyage, la collecte des ordures, l'électricité et les centres de santé, le choléra ne pouvait pas trouver un

environnement plus propice. Plus de la moitié des cas détectés ont été mortels et se sont fixés sur les enfants. « Sans liberté de mouvement ni combustible, Haïti ne pourra pas sortir de cette crise », a déclaré La Lime (fondation canadienne).

Traduction française de **Françoise Couëdel**.

Source (espagnol) :

<https://www.elcorreo.com/internacional/america-latina/eeuu-apoya-intervencion-20221017223327-ntrc.html>.